

Les agriculteurs « spoliés », selon les organisations de producteurs

© 15/02/2018 |  Terre-net Média

La mise en service l'été prochain de la bio-raffinerie Total de La Mède va « spolier » les agriculteurs d'une source de revenus et contribuer à la désertification rurale en précipitant la chute de nombreuses exploitations, accusent mercredi les céréaliers et deux autres associations de producteurs agricoles.

Dans une lettre ouverte, les agriculteurs ont interpellé les pouvoirs publics : « sont-ils prêts, à travers ce projet (...), à spolier les agriculteurs d'un débouché et amplifier la désertification rurale par la suppression de nombreux emplois dans des filières qui représentent 30 000 emplois directs, indirects et induits ou préfèrent-ils conserver des filières dynamiques et innovantes, véritable incarnation de la bioéconomie qu'ils entendent développer et déployer dans nos territoires ? » Le PDG de **Total** Patrick Pouyanné a confirmé le 8 février le démarrage à l'été 2018 de ce site qui doit utiliser 60 à 70 % d'**huiles végétales** (soja, colza, tournesol, maïs, palme) et 30 à 40 % d'**huiles alimentaires usagées** (huile de friture) et d'**huiles résiduelles** (graisse animale, huiles issues de l'industrie papetière ou résidus de palme...).

« Au moment où la directive énergie renouvelable est en discussion au niveau européen, cette annonce interpelle fortement les agriculteurs français dont les cultures servent aussi à la production de **biodiesel** et de **bioéthanol** », indiquent l'**AGPB** (blé), l'**AGPM** (maïs), la **CGB** (betteraves) et la **FOP** (oléoprotéagineux) dans un courrier commun. Ces organisations de producteurs rappellent qu'ils sont déjà « sévèrement concurrencés » par les importations notamment de biodiesel argentin et parlent de l'ouverture de cette **raffinerie** comme d'une « provocation ». Ils soulignent que les biocarburants issus de matières premières agricoles produites en France « permettent autant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les transports que de fournir des aliments locaux riches en protéines et en cellulose pour l'élevage français et européen ».

Lors de la présentation de ses vœux au monde agricole le 25 janvier, le président Emmanuel Macron avait formulé le souhait de créer une vraie **filière protéines** dans les « cinq ans à venir », afin de ne plus dépendre d'importations de soja, souvent OGM. Les producteurs de grandes cultures présentent souvent la production de biocarburant comme indispensable à la valorisation des protéines végétales produites en France. Les députés européens ont aussi voté en janvier pour une suppression progressive de l'huile de palme dans les **biocarburants** d'ici 2021. Ce vote, qui n'est pas contraignant, doit maintenant faire l'objet d'une négociation avec le Conseil européen et la Commission. Total a de son côté souligné que les huiles végétales utilisées seraient certifiées durables